

Résumé de l'événement

Remarque : veuillez noter que la presque totalité des liens et ressources dans ce document sont en anglais.

Contexte

À l'approche du changement de saison, nous assistons à une recrudescence d'intérêt de la part des médias et de discussions parmi les décideurs politiques sur le sujet de l'alcool dans les parcs. Cette table ronde a permis :

- de réexaminer les [rapports](#) et les [exposés des politiques](#) sur l'alcool dans les parcs et de mesurer les changements qui se sont produit dans ce domaine depuis 2021;
- d'entendre les membres de la CdP de CAPE parler de leur expérience de planification, d'évaluation et de mise en œuvre d'initiatives sur l'alcool dans les parcs;
- d'explorer comment ce sujet est traité par des compétences et des organisations différentes ainsi que dans des contextes divers; de prendre connaissance de qui défend ou attaque différentes politiques; de s'informer sur les procédures et les pouvoirs mis en places dans différents ressorts territoriaux (par exemple, avec des règlements administratifs);
- et enfin, d'établir des liens et de partager des ressources (sources de données, sondages, rapports d'évaluation, etc.) avec d'autres personnes qui travaillent dans ce domaine.

Aperçu de la couverture médiatique



Pour consulter des exemples de traitement dans les médias, on pourra effectuer une recherche avec le mot « parks » dans les [Ressources sur les politique de l'alcool et archives médiatiques](#) (en anglais seulement, quoique certaines des ressources sont en français).

Que s'est-il passé depuis 2021?

En Colombie-Britannique

- Plusieurs projets pilotes sont devenus permanents (par exemple, [Vancouver](#) City and Park Board, Penticton, Vancouver Ouest).
Remarque : Vancouver ne permettra plus la consommation d'alcool sur ses [plages](#).
- D'autres villes (par exemple, Richmond) qui ont mené des projets pilotes attendent les rapports d'évaluation. Les [procès verbaux](#) de la ville de Richmond contiennent des rapports de l'équipe municipale au conseil municipal sur un programme pilote ainsi qu'un résumé des résultats d'un sondage (pièce jointe 4).

En dehors de la Colombie-Britannique

- Edmonton autorise désormais de façon permanente la consommation d'alcool dans [des aires de pique-nique désignées](#).
- Des ressorts territoriaux ayant auparavant rejeté l'idée de projets pilotes (Toronto, Ottawa) en ont désormais mené ou envisagent de le faire.
- Le gouvernement de la Saskatchewan [a modifié ses mesures législatives](#) pour permettre aux municipalités d'autoriser la consommation d'alcool dans leurs parcs (les provinces et les territoires qui permettent aux administrations locales de désigner des lieux publics où la consommation d'alcool est autorisée sous certaines conditions sont les suivants : la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Alberta et la Saskatchewan).
- Au Québec, des municipalités comme Laval et Sherbrooke se sont ralliées à Montréal et à la Ville de Québec pour autoriser la consommation d'alcool dans les parcs avec un repas.

Que mesure-t-on?

- Plusieurs projets pilotes n'ont pas réalisé d'évaluation ou n'ont pas fait part de leurs constatations en détail.
- Edmonton : rapport « Ce que nous avons entendu » de [2022](#) comparé à celui de [2023](#). Si l'on adopte une approche fondée sur l'analyse comparative entre les sexes+ (ACS+), le dernier rapport a constaté une opinion moins favorable envers l'alcool dans les parcs, particulièrement dans les entretiens comparés aux sondages.
- [Sondage public](#) pour les parcs de Vancouver. Le rapport attire l'attention sur le fait que la participation n'est pas représentative de Vancouver (70 % des personnes interrogées sont de descendance européenne, plus de la moitié jouissent de revenus de ménage de plus de 80 000 dollars par an, une plus grande proportion a entre 30 et 39 ans).

Ressources employées pendant la séance

- *Not Just a Walk in the Park: Unsupervised Alcohol Consumption on Municipal Properties in BC: Evidence-based, public health considerations for local governments to support healthy, vibrant communities.* (Plus qu'une simple promenade dans le parc : la consommation d'alcool non supervisée dans les sites municipaux en Colombie-Britannique : questions de santé publique fondées sur des données probantes pour que les administrations locales puissent aider leurs collectivités à bien vivre en santé)
 - Rapport de politiques <https://www.uvic.ca/research/centres/cisur/assets/docs/report-unsupervised-alcohol-consumption-municipal.pdf>
 - Exposé de politiques : <https://www.uvic.ca/research/centres/cisur/assets/docs/policy-brief-municipal-unsupervised-alcohol-consumption.pdf>
 - Infographie : <https://www.uvic.ca/research/centres/cisur/assets/docs/infographics-drinking-in-parks.pdf>
- Politiques municipales de l'alcool du District de Tofino : <https://tofino.civicweb.net/document/111681/>
- *Local Government Alcohol Toolkit: Health Evidence & Recommendations (Interior Health, BC)* (Trousse d'outils sur l'alcool à l'intention des administrations locales : recommandations et données probantes sur la santé [Régie de la santé de l'Intérieur, C.-B.]) <https://www.interiorhealth.ca/sites/default/files/PDFS/local-government-alcohol-toolkit.pdf>
- *Prince Albert and Area Community Alcohol Strategy Steering Committee* (Comité d'orientation sur les stratégies en matière d'alcool pour la ville de Prince Albert et sa région) <http://www.paalcoholstrategy.ca/>
- Outil de données pour s'informer sur les particularités des hospitalisations liée à l'alcool par hôpital, institut de soins de longue durée, ville, région sanitaire, province ou territoire : <https://votresystemedesante.icis.ca/hsp/indepth?lang=fr#/>

Résumé de la discussion

L'alcool dans les parcs dans le cadre d'une politique de l'alcool municipale

- Il est nécessaire d'adopter une approche globale sur tous les aspects de la consommation d'alcool (distance minimum entre les points de vente autorisés, octroi de licences par nombre d'habitants, zonage, limitation du nombre total de licences octroyées pour la vente d'alcool, restrictions et interdictions de marketing et de publicité, de parrainage, de vente, etc.).
- On observe des incohérences et des contradictions entre les divers efforts et politiques à l'échelle municipale. Comment les municipalités doivent-elles se conduire? Par exemple, le fait de marquer davantage la reconnaissance des terres autochtones et de collaborer de manière respectueuse avec les Premières Nations peut vouloir dire ne pas consommer d'alcool sur ces terres; en même temps, des efforts sont faits pour accroître le nombre de zones publiques où l'on peut en consommer.
- Tofino a établi sa politique municipale sur la consommation d'alcool en adoptant un point de vue de la santé et de la sécurité publiques ainsi que le dessein de réduire les méfaits et de rendre les installations et les événements publics plus inclusifs. La clé du succès d'une approche collaborative réside dans des principes fondateurs bien définis. Dialogue avec et mobilisation des Premières Nations, de l'industrie (restaurants, brasseries, etc.) des services sanitaires et sociaux, de la GRC, etc. Observations empiriques de l'acceptation des politiques et de la réduction des problèmes de santé et de sécurité publiques. Une évaluation officielle est encore à venir.

Plaider auprès de divers ordres du gouvernement et collaborer avec eux

- L'occasion se présente pour les régies de la santé d'établir un dialogue avec les administrations locales et les municipalités et de jouer ainsi un rôle de consultation dans des projets pilotes sur la consommation d'alcool dans les parcs et dans d'autres décisions municipales en matière d'alcool : par exemple, avec l'accès aux données et aux statistiques locales des régies de la santé et des services de police, aux documents de politiques et aux outils de réduction des méfaits et en attirant l'attention sur des voix et des processus susceptibles d'être absents de la consultation et du dialogue (par exemple, dans les sondages). L'occasion s'offre ainsi de construire et de renforcer des relations.
- L'appui des médecins hygiénistes en chef peut ajouter du poids à la promotion de politiques qui favorisent la santé publique.
- Exemples du comité d'orientation sur les stratégies en matière d'alcool de la ville de Prince Albert : lettre à la municipalité lui demandant de ne désigner aucun parc où la consommation d'alcool serait autorisée; lettre lui demandant de réduire les heures d'ouverture des points de vente au détail; un règlement administratif a été instauré et ses effets seront évalués sur une période de douze mois.
- Les lettres et les efforts de plaidoyer n'ont actuellement pas obtenu les résultats escomptés. Le dialogue avec les conseillers municipaux et les municipalités commence à évoluer et à passer de l'agacement et du manque d'intérêt à la curiosité et à des questions.
- Comment collaborer avec un gouvernement provincial au cours d'un procédé de modifications législatives (par exemple, octroyer des pouvoirs aux municipalités)? il est nécessaire de construire des relations et de continuer le dialogue.
- Interaction et déconnexion entre les pouvoirs municipaux et provinciaux/territoriaux : les provinces et territoires peuvent assigner des pouvoirs aux municipalités, celles-ci peuvent leur demander de mettre en œuvre les politiques (pour des raisons d'uniformité d'application à travers les provinces et territoires; à cause de la difficulté pour les petites collectivités rurales d'accéder aux ressources et d'obtenir les données nécessaires pour développer des politiques, etc.); chaque ordre de gouvernement attend de voir ce que l'autre va faire.
- Les municipalités sont susceptibles d'être moins motivées pour procéder à une évaluation extensive (à cause des coûts, du temps demandé et de l'argument selon lequel les parcs sont les jardins des gens qui vivent dans des zones de haute densité).

- Les compétences administratives ressentent la pression publique les poussant à en imiter d'autres qui ont autorisé la consommation d'alcool dans leurs parcs.
- Il convient de reconnaître le rôle prépondérant de l'influence et du lobbyisme de l'industrie dans les décisions politiques de tous les ordres de gouvernement.

À quoi ressemble une évaluation globale?

- À l'heure actuelle, les approches varient grandement dans l'évaluation des projets pilotes.
- Des recommandations et des critères sont nécessaires pour mesurer les méfaits et les impacts.
- Il faut mesurer davantage les impacts pour évaluer les méfaits avec exactitude (par exemple, une fois que les consommateurs ont quitté le parc ou le site).
- Il faut procéder à une analyse d'équité pour mesurer les impacts sur la capacité des gens à accéder à des espaces publics, sur la population sans abri, etc.
- Il faut tenir compte des caractéristiques du lieu : taille de la zone géographique (grande ou petite), densité élevée, moyenne ou basse, zone urbaine ou rurale, etc.
- Il est nécessaire d'entamer des recherches et un dialogue exhaustif, ce qui prend du temps.

Médias/discours public/cadrement de la question

- Paradoxe et déconnexion entre les valeurs et les normes sur la consommation d'alcool et d'autres drogues : incohérences sur la consommation publique autorisée pour certaines drogues et non d'autres (par exemple, avec leur décriminalisation); protestations contre la consommation de drogues en public mais soutien en faveur de davantage de consommation d'alcool en public.
- Un des arguments s'appuie sur le fait que beaucoup de gens consomment déjà de l'alcool dans les parcs et que la loi n'est pas appliquée, aussi pourquoi ne pas le reconnaître officiellement et se concentrer sur des efforts de sensibilisation?
- En dehors de la consommation d'alcool, toutes sortes d'activités dans les parcs font l'objet de l'approbation ou de l'opposition des gens.
- La normalisation risque d'entraîner une consommation plus élevée et une plus grande acceptation sociale.
- Dénormalisation : des stratégies de lutte contre le tabagisme pourraient potentiellement être appliquées (faire passer le message de l'impact de la normalisation et du marketing sur les enfants; produits non visibles dans les points de vente; interdiction de faire de la publicité, etc.); la consommation d'alcool est actuellement plus acceptable socialement que le tabagisme, mais pas en public dans les parcs; dénormalisation ne veut pas dire stigmatisation.

Stratégies politiques en matière d'alcool et d'autres drogues

- Les approches de politiques et de dialogues sur l'alcool sont influencées par les politiques et les plans-cadres appliqués à d'autres substances psychoactives; comment aligner les politiques de toutes les substances psychoactives; travailler en tandem.
- Des questions se posent sur la consommation du tabac et du cannabis ainsi que du vapotage dans le contexte de la consommation d'alcool dans les parcs et les espaces publics.

L'équipe de l'Évaluation des politiques canadiennes sur l'alcool (CAPE) tient à exprimer sa plus profonde gratitude envers le financement et le soutien des organismes suivants : l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC); le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances de Santé Canada (PUDS); le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH); le Laboratoire d'éthique, de droit et de politique de la santé (HELP) de l'Université Western. Nous reconnaissons aussi le soutien de plusieurs utilisateurs des connaissances spécialisés et d'intervenants gouvernementaux. *Veillez noter que les points de vue et les opinions exprimés dans ce document sont ceux des conférenciers uniquement, et ne représentent pas nécessairement ceux de nos bailleurs de fonds.*